

**Annexe technique au Point :**  
**« Le Québec est toujours un champion des subventions »**  
**publié par l'IEDM le 18 janvier 2018**  
**Alexandre Moreau**

**1. Les subventions aux garderies**

Le Québec est sans doute la province ayant la politique familiale la plus généreuse en raison de son Programme de places à contribution réduite dans les garderies. Pour l'année budgétaire 2016-2017, les dépenses totales du programme s'élèvent à 2,3 milliards \$<sup>1</sup>. Essentiellement, ces sommes sont réparties entre trois types de services de garde, soit les centres de la petite enfance, les services de garde en milieu familial et les garderies subventionnées.

Comme les deux dernières catégories sont composées d'organismes privés à but lucratif<sup>2</sup>, elles sont comptabilisées dans la catégorie Subventions aux entreprises privées (252) de l'enquête sur les Statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC). Cependant, le tableau CANSIM ne permet pas de ventiler les données concernant les garderies à but lucratif pour chacune des provinces<sup>3</sup>. Nous avons donc soustrait la somme des subventions attribuées à ces services de garde sur une période de cinq ans, soit 5,8 milliards \$, tel que calculé à partir des Études de crédits (voir la source du Tableau A-1)

---

<sup>1</sup> Ministère des Finances du Québec, *Comptes publics 2016-2017 : Volume 2 — Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux*, novembre 2017, p. 206-209.

[http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR\\_vol2-2016-2017.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol2-2016-2017.pdf)

<sup>2</sup> Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie, Portrait du réseau, Types de service de garde. <http://www.rcpem.com/services-garde-au-quebec/portrait-reseau/types-service-garde>

<sup>3</sup> Communication avec un statisticien responsable de cette enquête chez Statistique Canada, octobre 2017. Statistique Canada, Classifications statistiques, Statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC) 2014 version 1.2, 2521 - Subventions aux entreprises privées non financières, 13 janvier 2017 [http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD\\_f.pl?Function=getVD&TVD=273411&CVD=273415&CPV=2521&CST=01011960&CLV=4&MLV=8](http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=273411&CVD=273415&CPV=2521&CST=01011960&CLV=4&MLV=8); Statistique Canada, Tableau CANSIM 385-0034 : Statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC), situation des opérations et bilan pour les administrations publiques provinciales et territoriales.

de la somme des subventions versées par le gouvernement du Québec pendant cette même période (22,2 milliards \$)<sup>4</sup>.

Le Québec n'est pas la seule province à transférer des fonds directement aux établissements offrant des services de garde. L'enquête sur les SFPC comptabilise aussi des subventions pour la Colombie-Britannique, le Manitoba, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse (en ordre décroissant en termes de subventions)<sup>5</sup>. Le manque de données nous empêche encore ici d'isoler le montant des subventions aux services de garde pour ces provinces. Comme aucune autre province canadienne n'offre de services de garde subventionnés comparables à ceux du Québec, les montants en jeu n'y sont pas aussi importants. À tout événement, la soustraction des subventions aux services de garde des provinces autres que le Québec ne changerait pas fondamentalement les conclusions de ce Point. Elle ne ferait qu'accroître l'écart entre le Québec et les autres provinces en ce qui a trait aux subventions versées aux autres entreprises.

---

<sup>4</sup> Les subventions sont converties en dollars constants de l'année financière 2016-2017, alors que les montants pour le PIB sont en dollars constants pour l'année civile de 2016 en raison de l'absence de données sur le PIB trimestriel des provinces.

<sup>5</sup> Communication avec un statisticien responsable de cette enquête chez Statistique Canada, octobre 2017.

## Tableau A-1

**Somme des subventions versées aux entreprises privées pour les services de garde, millions \$ constants.**

Année se terminant le 31 mars	Services de garde en milieu familial		Garderies privées subventionnées		Total garderies à but lucratif	
	Nombre de places	Subventions	Nombre de places	Subventions	Nombre de places	Subventions
2012-2013	91 663	681	41 590	451	133 253	1132
2013-2014	91 664	687	43 549	463	135 213	1150
2014-2015	91 664	708	45 970	484	137 634	1193
2015-2016	91 604	682	46 057	488	137 661	1169
2016-2017	91 604	667	46 498	477	138 102	1144
<b>Total 5 ans</b>	<b>458 199</b>	<b>3425</b>	<b>223 664</b>	<b>2362</b>	<b>681 863</b>	<b>5787</b>

**Note :** Les subventions sont converties en dollars constants de l'année financière 2016-2017.

**Sources :** Ministère de la Famille du Québec, *Études des crédits 2013-2014 à 2017-2018*; Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0020 : Indice des prix à la consommation (IPC), Trimestriel, 2012-2017.

### 2. Subventions aux établissements d'enseignement privés

Comme le secteur privé occupe une place importante dans le milieu de l'éducation au Québec, la comparaison aurait pu être affectée en raison des transferts accordés aux établissements d'enseignement privés. Toutefois, ces subventions sont comptabilisées dans la catégorie Transferts aux associations et institutions de bienfaisance (2821) des SFPC<sup>6</sup>.

### 3. Transferts de capitaux et crédits d'impôt

La nomenclature des SFPC est essentiellement développée à partir du *Government Finance Statistics Manual 2014*, rédigé par le Fonds monétaire International. La classification (252) comprend les avantages fiscaux et subventions directes des gouvernements accordées aux entreprises privées comprises dans la Figure 1 du Point. Cependant, les subventions accordées aux sociétés d'État telles qu'Investissement

---

<sup>6</sup> *ibid.*

Québec, Hydro-Québec, la Société générale de financement du Québec et la SAQ sont comptabilisées dans la catégorie Subventions aux sociétés publiques (251). Il est fort probable qu'une partie importante de ces subventions soit ultimement destinée aux entreprises privées, mais les SFPC ne permettent pas de ventiler les données pour en tenir compte<sup>7</sup>. Encore ici, cela ne change pas les conclusions de ce Point, puisque l'inclusion de ces montants ne ferait que renforcer notre démonstration.

De plus, les transferts de capitaux pour l'acquisition d'actifs non financiers, les garanties de prêt et le remboursement d'une dette garantie par le gouvernement ne sont pas inclus dans la classification 252. Ces montants sont classés soit dans la catégorie Dons (26) ou Autres charges diverses – En capital (2822), mais le degré de détail disponible dans les SFPC ne permet pas d'estimer la part accordée aux entreprises privées<sup>8</sup>. En dépit de ces limites méthodologiques, l'estimation des subventions telle qu'illustrée à la Figure 1 du Point est prudente et demeure la comparaison interprovinciale la plus précise qui puisse être effectuée, compte tenu des statistiques disponibles.

Dans notre estimation des subventions accordées par le gouvernement du Québec, nous avons exclu certaines catégories de dépenses fiscales pour ne garder que les crédits d'impôt. Essentiellement, nous n'avons pas retenu les taux réduits, exemptions et exonérations (notamment l'inclusion partielle des gains en capital et le taux réduit d'imposition pour les petites entreprises), certaines déductions et certains reports des pertes. La raison est que ces mesures fiscales sont habituellement considérées comme faisant partie du régime de base<sup>9</sup>.

#### **4. PIB**

Le PIB par trimestre n'est pas disponible pour l'ensemble des provinces. Nous avons donc utilisé l'année civile, tandis que les données des subventions sont basées sur l'année financière se terminant au 31 mars. En utilisant une moyenne pondérée pour les cinq

---

<sup>7</sup> Fonds monétaire international, *Government Finance Statistics Manual 2014*, 2014, p. 89 et 131 <https://www.imf.org/external/Pubs/FT/GFS/Manual/2014/gfsfinal.pdf>; Statistique Canada, *Univers du secteur public*, 2014, 8 décembre 2016. <http://www.statcan.gc.ca/pub/68-516-x/68-516-x2016001-fra.htm>

<sup>8</sup> Fonds monétaire international, *Ibid.*, p. 132-133.

<sup>9</sup> Ministère des Finances du Québec, *Dépenses fiscales—Édition 2016*, mars 2017, p. A.43-A.50. [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR\\_DepensesFiscales2016.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf)

dernières années, cette façon de faire ne limite pas significativement l'analyse. Le Tableau A-2 détaille la somme des subventions et du PIB pour chaque province en dollars constants au cours des cinq dernières années, ainsi que le ratio des subventions pour chaque tranche de 100 \$ du PIB. Les transferts aux garderies à but lucratif du Québec ne sont pas inclus dans le total des subventions. Les montants sont convertis en dollars constants de 2016-2017 pour les subventions et de 2016 pour le PIB.

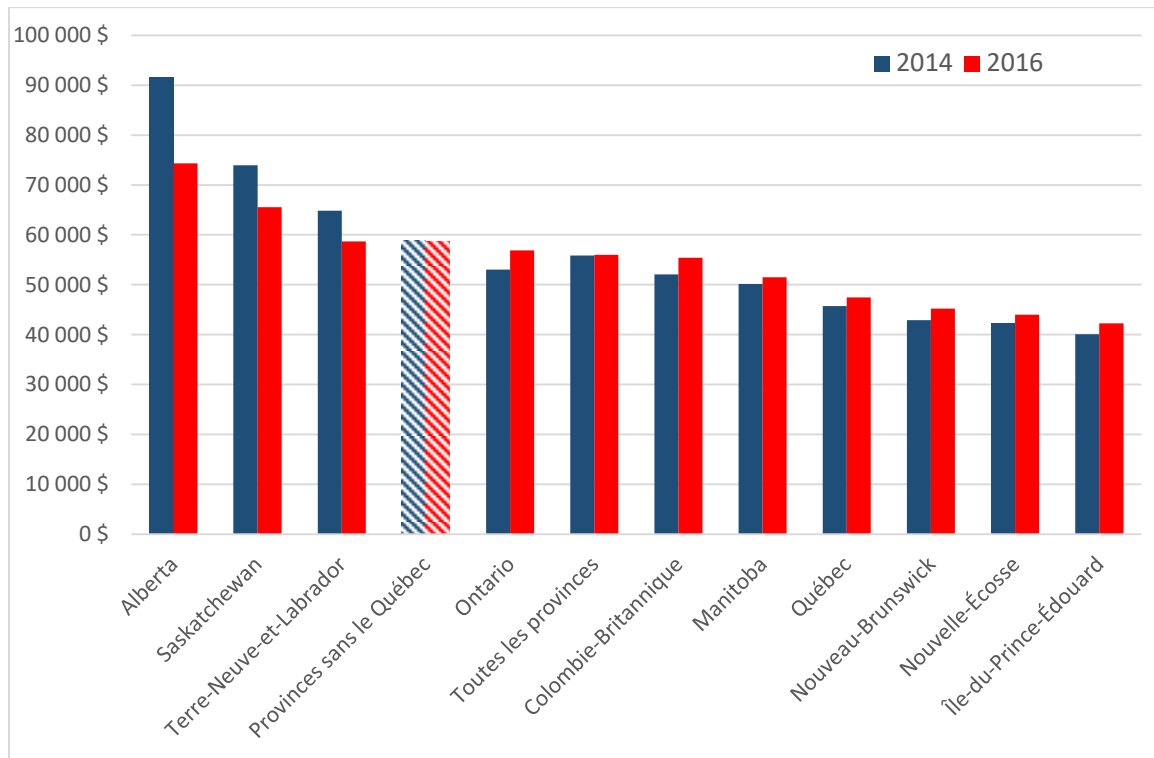
La Figure A-1 donne le PIB provincial par habitant pour chaque province en 2014 et 2016 en dollars constants de 2016.

**Tableau A-2**  
**Sommes des subventions versées aux entreprises et PIB par province**

	Subventions	PIB	Ratio/100 \$ de PIB
Île-du-Prince-Édouard	336 207 656 \$	30 034 085 445 \$	1,12 \$
Saskatchewan	3 856 407 018 \$	410 223 605 019 \$	0,94 \$
<b>QUÉBEC</b>	<b>16 450 866 539 \$</b>	<b>1 908 636 568 048 \$</b>	<b>0,86 \$</b>
Manitoba	2 190 717 632 \$	329 729 376 238 \$	0,66 \$
Toutes les provinces	57 420 481 977 \$	9 957 235 053 269 \$	0,58 \$
Nouvelle-Écosse	1 157 743 852 \$	202 711 823 498 \$	0,57 \$
<u>Provinces sans le Québec</u>	<u>35 182 253 102 \$</u>	<u>8 048 598 485 221 \$</u>	<u>0,44 \$</u>
Ontario	15 300 299 657 \$	3 776 016 099 013 \$	0,41 \$
Alberta	6 769 331 787 \$	1 726 601 268 038 \$	0,39 \$
Colombie-Britannique	4 578 663 121 \$	1 237 401 921 128 \$	0,37 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	510 793 142 \$	168 131 559 506 \$	0,30 \$
Nouveau-Brunswick	482 089 239 \$	167 748 747 337 \$	0,29 \$

**Sources :** Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0038 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, 2012-2016; Statistique Canada, Tableau CANSIM 385-0034 : Statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC), situation des opérations et bilan pour les administrations publiques provinciales et territoriales, 2012-2016; Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0020 : Indice des prix à la consommation, 2012-2017.

**Figure A-1**  
**PIB par habitant par province, en dollars constants de 2016, 2014 et 2016**



**Note :** Le PIB par habitant pour l'ensemble des provinces sans le Québec est une moyenne annuelle pondérée.

**Sources :** Statistique Canada, Tableau CANSIM 051-0001 : Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe au 1er juillet, Canada, provinces et territoires, 2014 et 2016; Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0038 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, 2014 et 2016; Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0020 : Indice des prix à la consommation (IPC), Annuel, 2014-2016.